

## Comité Technique Ministériel 6 Décembre 2012

### *Déclaration liminaire*

Monsieur le Président,

Lors du dernier CTM du 16 octobre dernier, le Ministre de l'Économie et des Finances, Monsieur Moscovici a souhaité « réaffirmer l'importance qu'il attache au dialogue social ». Dans ce cadre, il a déclaré « j'ai demandé au secrétaire général d'organiser prochainement un échange avec les fédérations sur le sujet, qu'il s'agisse des thèmes de négociation ou de la méthode ».

Pour FO Finances, le moins que l'on puisse dire c'est qu'il n'y a pas eu d'empressement sur le sujet. Depuis six mois le dialogue social ministériel est limité à quelques dossiers qui soit ont déjà connu un cadrage interministériel, telle la loi sur les non titulaires, soit bien qu'importants ne sont que la poursuite de dossiers ouverts depuis plusieurs mois voire plusieurs années, tel que le statut des enquêteurs de l'INSEE, l'évolution du réseau de l'action sociale ou l'élaboration de différents guides sur l'hygiène, la sécurité et les conditions de travail.

En revanche, FO Finances est toujours dans l'attente de la première réunion sur les mesures catégorielles 2013.

Quant à la modernisation du ministère de l'économie et des finances, à ce jour aucune annonce n'est venue modifier les décisions prises dans le cadre de la RGPP. Mieux, la création précipitée du Secrétariat Général à la Modernisation de l'action publique, prouve bien la volonté du gouvernement de poursuivre une politique de remise en cause des services publics.

Avec ses 2353 suppressions d'emplois pour le ministère de l'économie et des finances, et ses baisses de crédit de fonctionnement pouvant aller jusqu'à 7%, le projet de Loi de Finances 2013, est bien dans cette logique d'austérité budgétaire.

Nul doute que demain, le projet de loi de décentralisation en sera une nouvelle démonstration.

Suppression d'emplois, baisse des crédits de fonctionnement et d'investissement, détérioration des conditions de travail, fermeture de services, blocage du point d'indice, diminution drastique des promotions internes, non revalorisation des frais de déplacements, déstabilisation du réseau de l'action sociale, maintien du jour de carence : On peut légitimement s'interroger sur la nature du changement.

Les agents des Douanes démontrent ce jour, leur hostilité à cette politique. Les agents de la DGFIP l'ont fait le 27 novembre dernier. Ces derniers ont de plus une forte inquiétude sur l'évolution du dialogue social dans leur direction.

Lors d'un meeting, le président alors candidat avait déclaré : « mon ennemi n'a pas de visage, pas de nom, c'est la Finance ».

Quelques mois plus tard, on peut légitimement se demander s'il n'a pas un nom, un visage, celui des agents des Finances !